

IMPOT

IL FAUT TOUT CHANGER



RÉDUIRE LES INÉGALITÉS, REDISTRIBUER LES RICHESSES

Un des objectifs de la fiscalité est de réduire les inégalités. Pourtant, depuis ces trente dernières années, les plus riches continuent de s'enrichir toujours plus au détriment des plus modestes qui n'en finissent pas de s'appauvrir.

Entre 2002 et 2012, le niveau de vie moyen annuel des 10 % les plus pauvres a baissé de 6,2 % soit une baisse de revenu de 531 € par an. Les 10 % les plus riches ont vu eux, dans le même temps, leurs revenus augmenter de 11,8 % soit 6 000 € de plus chaque année.

Ceci montre l'échec d'un système fiscal injuste et inefficace.

D'ailleurs, parmi les 10 % les plus riches, ce sont seulement 1 % voire une petite partie de ces 10 % qui profite à plein des mesures fiscales. Tout ceci se fait au détriment du reste de la population.

Afin de réduire ces inégalités, l'impôt doit servir à redistribuer les richesses. Il faut prendre l'argent là où il se trouve !

Pour cela, il convient de taxer davantage les plus hauts revenus et les revenus financiers afin

de réorienter l'économie vers la création d'emploi, l'augmentation des salaires et le financement des services publics.

Car ce qui définit le niveau de vie d'une personne ne se résume pas seulement au montant de ses revenus. En effet, pour 99 % de la population, il est essentiel de pouvoir bénéficier de services publics financés par l'État et les collectivités territoriales comme la santé, l'éducation, les transports, la sécurité, la culture... C'est aussi ce qui constitue notre richesse.

Mais alors, pourquoi l'État ne se donne pas les moyens de financer ces services publics dont nous avons tous besoin ? Pourquoi fait-il le choix de baisser les dépenses publiques de 50 milliards à l'horizon 2017 ?

La réponse est simple. Le gouvernement a fait le choix de distribuer des cadeaux à ceux qui n'en ont pas besoin comme dans le cadre du pacte de responsabilité. L'État choisit ainsi de distribuer, sans aucune contrepartie, des dizaines de milliards d'euros à des entreprises qui trop souvent gonflent ainsi leurs marges et distribuent massivement des dividendes.

DIVIDENDES

LA FRANCE EST LE DEUXIÈME PAYS AU MONDE OÙ LES DIVIDENDES SONT LES PLUS IMPORTANTS (SOURCE : HENDERSON GLOBAL INVESTORS). LA RÉMUNÉRATION DES ACTIONNAIRES A AUGMENTÉ DE 30 % EN 2014.

PACTE DE RESPONSABILITÉ

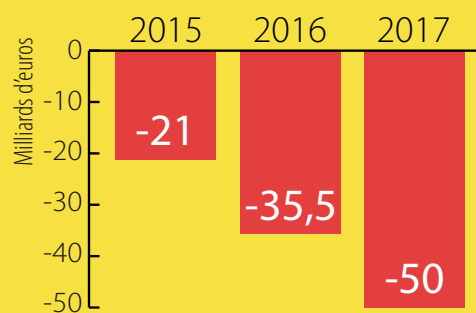
41 MILLIARDS D'EUROS POUR LES ENTREPRISES.

PLUS DE RICHES EN FRANCE

D'APRÈS L'INSEE, LE NOMBRE DE PERSONNES DÉCLARANT PLUS DE 500 000 € DE REVENUS PAR AN A DOUBLÉ ENTRE 2004 ET 2011.

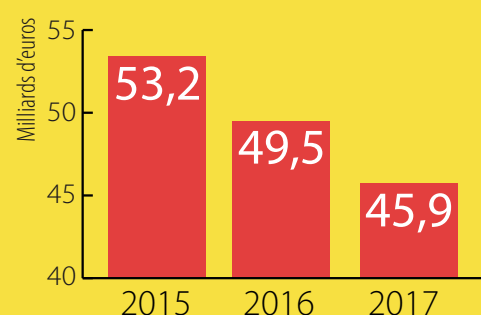
BAISSE DES DÉPENSES PUBLIQUES

DÉCIDÉES PAR LE GOUVERNEMENT



DOTATIONS AUX COLLECTIVITÉS

BAISSES DÉCIDÉES PAR LE GOUVERNEMENT



IMPOT SUR LE REVENU

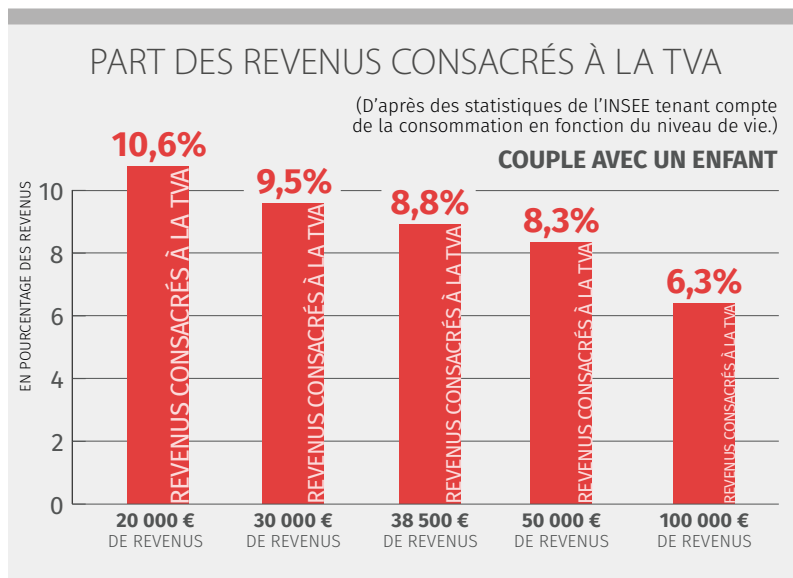
3 MILLIONS DE PERSONNES NE LE PAIERONT PLUS. EST-CE VRAIMENT UNE BONNE NOUVELLE ?

Pour enfin avoir un impôt juste et efficace, il faut faire payer davantage ceux qui gagnent le plus afin de redistribuer les recettes à tous. C'est le principe de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen qui prévoit que l'impôt mette à contribution les citoyens en fonction de leurs moyens. L'impôt sur le revenu est le seul à répondre à cette définition. C'est pourquoi le réduire n'est une bonne nouvelle pour personne ! Car ce n'est pas cet impôt qui pèse lourd dans le budget des salariés, mais la TVA, les taxes sur l'énergie, les taxes locales...

Toutes ces taxes sont particulièrement injustes car elles ne tiennent pas compte des revenus et donc des moyens des citoyens. Par exemple, pour la TVA plus on a de moyens financiers et moins la TVA pèse lourd dans son budget. (Graphique n°1)

En plus cette baisse de l'impôt sur le revenu est un leurre. En effet, l'État réduit l'impôt sur le revenu, ce qui lui coûte 3,2 milliards. Pour compenser, il réduit de 3,7 milliards la dotation aux collectivités locales (7,4 milliards en 2016 et 11 en 2017). Les taxes locales vont donc augmenter et des services publics seront supprimés. Et, les quelques personnes qui verront leur impôt sur le revenu baisser auraient surtout besoin d'un emploi bien payé ou d'une bonne retraite.

Redistribuer les richesses cela commence par prendre l'argent là où il se trouve afin de le redistribuer à ceux qui en ont besoin. Pour plus de justice et d'efficacité, il faut donc regonfler l'impôt sur le revenu et faire baisser les autres taxes.



COMMENT FAIRE ?

Il faut réduire toutes ces niches fiscales qui profitent aux plus riches. Elles représentent 150 milliards de dépenses, très souvent inutiles, pour l'État. Elles constituent des effets d'aubaines pour des personnes aisées qui avaient déjà prévu ce type d'investissement. De plus, grâce à leurs conseillers fiscaux, elles jouent avec la législation afin de ne pas payer d'impôt. (Schéma n°2)

Il n'y a pas de miracle cet argent dilapidé est pris dans les poches du reste de la population. En réalité, en payant la TVA, la taxe sur les hydrocarbures, les taxes locales, nous payons aux plus riches le salaire de leurs emplois à domicile (ménage, jardinage...). Est-ce vraiment cela la justice fiscale ?

Tout au contraire, il faut faire davantage contribuer ceux qui en ont les moyens !

5305€

TAXES :

TVA HABITATION CARBURANT ASSURANCES ENERGIE ETC...

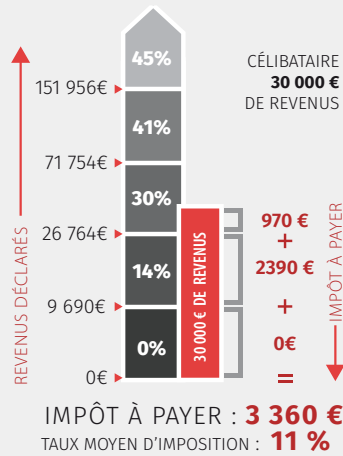
POIDS DE L'IMPOT SUR LE REVENU DANS LE BUDGET D'UN COUPLE AVEC 2 ENFANTS ET 40 000 € DE REVENUS

3

Il faut donc taxer beaucoup plus les très hauts revenus. Il conviendrait donc d'ajouter de nouvelles tranches d'impositions pour les revenus très élevés (Schéma n°3).

Avec nos propositions, un couple avec deux enfants gagnant 10 000 € mensuels, payerait par mois, 265 € d'impôt sur le revenu de plus pour la communauté. Serait-ce scandaleux ? Mais les gouvernements successifs grâce à une multitude de taxes injustes préfèrent toujours augmenter la fiscalité de quelques centaines d'euros pour l'ensemble des citoyens plutôt que d'augmenter significativement l'imposition des plus riches.

TRANCHES D'IMPÔT, COMMENT ÇA MARCHE ?



LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE, UNE NOUVELLE IMPOSTURE !

1 — GRÂCE À LA RETENUE À LA SOURCE, PLUS BESOIN DE FAIRE DE DÉCLARATION DE REVENUS ?

C'est faux. Si l'administration fiscale peut avoir une connaissance des salaires, elle ignore les changements de situation de famille, ou certaines déductions fiscales (frais de garde d'enfant, travaux dans l'habitation, cotisation syndicale...). Il faudrait donc continuer à faire une déclaration annuelle.

2 — FINIS LES DÉCALAGES ENTRE LA PERCEPTION DES REVENUS ET LE PAIEMENT DE L'IMPÔT ?

En cas de baisse des revenus, le montant de l'impôt ne pourrait pas être immédiatement modifié. Les variations du montant de l'impôt découlent de critères qui ne pourront être connus qu'à l'occasion de la déclaration de revenus annuelle. Les rectifications se feraient comme aujourd'hui avec un an de décalage.

3 — LA RETENUE À LA SOURCE SIMPLIFIERAIT LE PAIEMENT DE L'IMPÔT ?

Non pas vraiment. La retenue à la source n'amènerait pas de bénéfice par rapport au dispositif de la mensualisation.

4 — Y A-T-IL DES RISQUES ?

La retenue à la source donnerait à l'employeur des éléments sur la vie privée des salariés (situation familiale, revenus du conjoint...), autant d'éléments confidentiels qui doivent le rester.

5 — LA COLLECTE PAR L'ENTREPRISE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU POSE-T-ELLE PROBLÈME ?

Les entreprises risquent de faire de la rétention de trésorerie et de pratiquer une fraude similaire à celle massive pour la TVA. En plus, elles vont inmanquablement réclamer une compensation pour les frais de gestion liés au recouvrement de l'impôt. Cela représentera donc une nouvelle dépense pour l'État.

2

AVIS D'IMPÔT SUR LE REVENU 2015

(sur les revenus de l'année 2014)

M OU MME POGNON - COUPLE - 2 ENFANTS

REVENUS : 200 000 €



DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES

SPÉCIMEN

IMPÔT À PAYER

MONTANT INITIAL :
38 736 €

IMPÔT NET À PAYER :
94 €

Taux moyen d'imposition : **0,07 %**

CHARGES DÉDUCTIBLES

Épargne retraite 18 000 €
Déficit foncier 30 000 €

MONTANT APRÈS DÉDUCTION DES CHARGES : 21 359 €

RÉDUCTIONS

Investissement logement 4 845 €
Travaux de restauration immobilière 8 000 €
Crédit environnement habitation principale 2 100 €
Don parti politique 1 320 €
Salarié à domicile 5 000 €
TOTAL DES RÉDUCTIONS 21 265 €

Ceci est une simulation faite sur le site www.impots.gouv.fr

70€
IMPOT SUR
LE REVENU

DES SOLUTIONS EXISTENT, IL FAUT...

➤ S'attaquer sans concession à la fraude fiscale qui représente selon nos estimations près de 80 milliards de pertes pour l'Etat chaque année. Pour ce faire il convient de redonner les moyens humains et législatifs suffisants aux services de contrôle afin de pouvoir lutter efficacement contre les fraudeurs.

RECETTES ATTENDUES 8 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

➤ Harmoniser la fiscalité entre les pays et éradiquer les paradis fiscaux

➤ Réduire drastiquement les niches fiscales et les circonscrire à celles réellement utiles socialement ou économiquement.

RECETTES ATTENDUES 50 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

➤ Augmenter largement l'incidence de l'impôt sur le revenu et ajouter des tranches d'imposition (voir page 3)

RECETTES ATTENDUES 18 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

➤ Baisser les taxes indirectes et proportionnelles comme la TVA, le taux normal de la TVA serait ramené de 20 à 15 % et la TVA pourrait être supprimée sur les produits de première nécessité

DÉPENSES ATTENDUES 35 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

➤ Moduler l'impôt sur les sociétés en fonction du comportement des entreprises : augmenter l'impôt pour celles qui contribuent à la financiarisation de l'économie ; réduire l'impôt pour celles qui favorisent l'emploi, les salaires, l'investissement, la préservation de l'environnement...

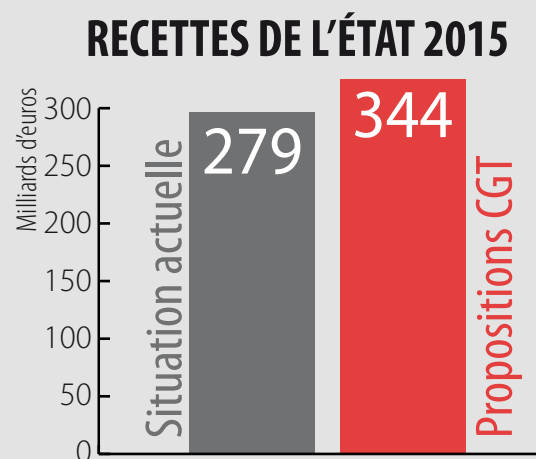
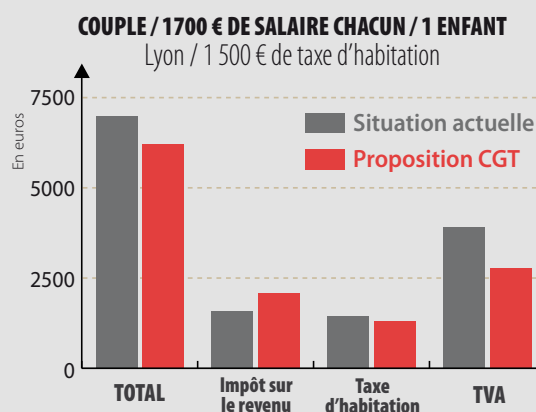
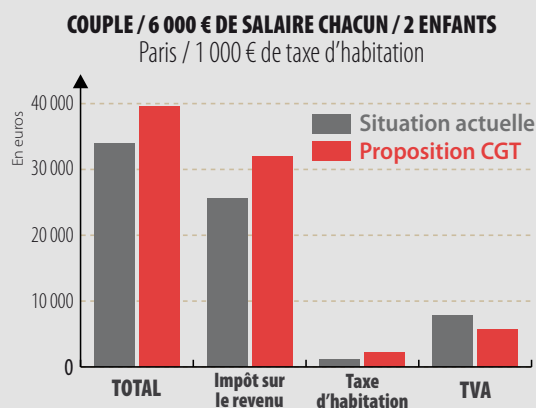
➤ Introduire les revenus dans le calcul des taxes locales (taxe d'habitation, taxe foncière)

➤ Taxer davantage le capital en introduisant une véritable taxe sur les transactions financières visant l'ensemble des transactions à des taux suffisamment forts pour réduire la financiarisation de l'économie.

RECETTES ATTENDUES 24 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

Ces transformations du système fiscal le rendrait plus juste et seraient favorables économiquement à une très grande majorité de citoyens. Celles-ci permettraient également de rendre le système plus efficace en réorientant l'économie vers l'emploi et une meilleure rémunération des salaires.

En outre cette réforme du système permettrait de dégager des recettes supplémentaires afin d'assainir les finances publiques et de permettre le financement de services publics utiles à toute la population.



Il faut aussi rappeler que les intérêts de la dette pèsent plus de 40 milliards dans le budget de l'État. Lui permettre d'emprunter directement auprès de la Banque centrale européenne, sans passer par les banques, réduirait nettement cette charge qui profite exclusivement aux marchés financiers.